

DE LA POST-MODERNITÉ « À LA FRANÇAISE »

C'est la conjonction de multiples facteurs et la réunion de multiples acteurs qui rendent possible la mise en œuvre d'une ambition pour la qualité de l'aménagement de l'espace. Durant ces années soixante-dix – celles qui marquent, on ne le répétera jamais assez, le vrai « tournant qualitatif » –, facteurs et acteurs se prêtent d'autant plus à l'analyse que le cadre temporel de cette ambition bénéficie d'un atout précieux : l'espace d'un septennat, la durée du régime giscardien. Pour l'étude tout entière, l'histoire mouvementée de la direction de l'Architecture est en même temps le prétexte, le point névralgique et le lieu stratégique des investigations de l'histoire des politiques architecturales de la France. Mais on ne pourrait pas saisir toutes les tentatives de restructuration de cette politique publique si l'on omettait d'évoquer la présence, tout au long de la République giscardienne, de Ricardo Bofill, cet architecte catalan dont les propositions et conseils, les réflexions et revendications, tendent à influencer dès le début du septennat, et la présidence de la République, et le secrétariat d'État à la Culture. Depuis 1971 en effet, date de sa première intrusion dans les milieux de la production architecturale française, Ricardo Bofill recherche aux frontières de l'Espagne franquiste les chemins d'une reconnaissance internationale. Qu'il s'agisse des tentatives architecturales, des propositions urbaines ou des expériences cinématographiques, les années soixante sont pour lui synonymes d'un parcours initiatique, parsemé d'embûches à mesure que son ambition se heurte au régime dictatorial en place.

De ses premiers voyages dans l'Europe méditerranéenne, il rapporte les convictions d'une culture architecturale particulière¹. De ses premiers séjours dans la France des années de croissance, il retire une clairvoyance sans pareille des mécanismes institutionnels². Dans son esprit, la perception des subtilités

1. Voir R. Bofill, *Espaces d'une vie*, avec la collaboration de Jean-Louis André, Paris, Odile Jacob, 1989.

2. En juin 1970, Ricardo Bofill était invité par Paul Chemetov à intervenir dans le cadre d'un colloque sur l'industrialisation organisé à Yerres. Un reportage télévisuel devait par ailleurs se faire l'écho des réalisations du Taller de Arquitectura à Barcelone. Peu après, séduits par les réalisations et la force de conviction de l'architecte catalan, Jean-Eudes Roullier et les principaux responsables des villes nouvelles françaises se rendaient sur place pour prendre la mesure de ces conceptions innovantes. Pour une première analyse des travaux de Ricardo Bofill et du Taller de Arquitectura, on se reportera au n° 182 de *L'Architecture d'Aujourd'hui*, nov./déc. 1975. Pour une réflexion collective sur l'impact et les conséquences de ces propositions architecturales et urbaines, on consultera

politiques et l'analyse des cheminements de la prise de décision cristallisent une rare lucidité stratégique. À l'aube d'une aire politique nouvelle, elle-même débarrassée des pesanteurs de l'héritage gaulliste, 1974 est donc pour Ricardo Bofill l'année de toutes les convoitises. Sa vision extérieure et sa critique personnelle de l'architecture et de l'urbanisme français ont en effet toutes les chances de s'accorder avec les premières positions affirmées par Valéry Giscard d'Estaing. Un renouveau semble se dessiner et l'architecte catalan pense à juste titre que les principes architecturaux auxquels il croit – un classicisme méditerranéen retrouvé, un ordre monumental désacralisé et une modernité popularisée par les valeurs historiques – sont de nature à s'y imposer parfaitement.

Ricardo Bofill, architecte de la présidence

Le 14 septembre 1974, soit quelques mois après les élections présidentielles, mais quelques mois aussi avant l'entretien que le chef de l'État accorde à l'hebdomadaire *Le Point*, parvient à l'Élysée un document de six pages signé par Ricardo Bofill et intitulé : « Idées pour définir une politique d'architecture et d'urbanisme dans l'optique et selon les possibilités du secrétariat d'État à la Culture ». Au centre des propositions se trouve précisée, « fondement indispensable pour que les réformes que produira cette politique aient un contenu réel », la mise en place d'un « Centre de recherche pour la création architecturale et d'urbanisme ». Pour comprendre l'ambition et les motivations des mesures suggérées, il convient d'examiner les « considérations préalables » à la démonstration :

– Réflexion historique :

L'architecture et l'urbanisme français, depuis la cathédrale de Chartres jusqu'à la Tour Eiffel, ont produit des résultats significatifs et brillants dans la construction des édifices, la création d'espaces urbains et la conception d'idées sociales réelles ou utopiques. Depuis le début du siècle, en exceptant Le Corbusier, cette tradition s'est interrompue au point d'arriver à la situation actuelle que nous connaissons.

– Importance politique du problème :

La conséquence de cette détérioration se manifeste, au niveau populaire, par des actes de protestation comme celui de mai 1968, par des tentatives de violence dans les quartiers neufs, de l'ennui et des névroses dans la vie quotidienne et par l'usure du paysage urbain, pour ne citer que quelques-uns de ses effets.

– Nécessité d'assumer le passé historique :

Quand un ouvrier, une maîtresse de maison, un dirigeant politique ou un étudiant préfèrent vivre au Quartier Latin ou dans la partie centrale et ancienne de n'importe quelle ville de province, au lieu d'habiter en banlieue, ils nous exposent leur refus de l'architecture et de la configuration urbaine importée, élémentaire, médiocre, sans aucune connexion avec leur réalité historique et sociale.

notamment, dans cette même livraison, le débat organisé entre les architectes Claude Parent, Paul Chemetov, Antoine Grumbach et Bernard Huet.

– Attitude à prendre :

Le « Taller de Arquitectura » de Ricardo Bofill considère que la solution politique effective à adopter consiste à assumer une attitude critico-créatrice, accompagnée par des propositions de changement continuelles et renouvelées, fortes et capables de reconstruire sur des structures nouvelles. Nous considérons que la France possède des moyens qui lui permettent d'améliorer la qualité de sa production massive d'édifices et d'espaces urbains.

– Une analogie utile :

L'analogie de la production architectonique avec la production cinématographique va nous être utile pour définir une politique qui s'est révélée efficace pour le cinéma. Ces deux activités, à cheval sur l'art et la technique, sont sujettes à des exigences de financement, de réalisation et de commercialisation. Elles souffrent également toutes les deux des limites imposées par la technologie industrielle et dépendent finalement de l'opinion critique et de l'acceptation publique. Sans aucun doute, l'adoption d'une politique pour l'architecture semblable à celle qui est suivie pour le cinéma, produira un changement qualitatif³.

Les propositions concrètes avancées par Ricardo Bofill concernent la création d'un « Festival international d'architecture et d'urbanisme » doté de différents prix (9 au total). Elles suggèrent aussi la mise en place d'un « Musée d'architecture et d'urbanisme » comprenant un secteur de conservation des archives, un centre d'études historiques et un programme continu d'expositions temporaires. Relevant le faible niveau de l'enseignement de l'architecture, elles soulignent également la nécessité de « développer des spécialités plus ambitieuses que celles qui existent » et de promouvoir « un centre hautement spécialisé pour étudiants diplômés ». Elles précisent enfin la mise en œuvre du « Centre de recherche pour la création architecturale et d'urbanisme » pour lequel, moyennant « un budget global » et une liberté de choix des programmes, Ricardo Bofill lui-même « est disposé à assumer la direction [ainsi que] toutes les responsabilités qui en découlent »⁴.

L'écho le plus immédiat de ce document retentit deux semaines plus tard au cours d'une conférence de presse de Michel Guy. En l'occurrence, l'esprit d'une convergence idéale permet au secrétaire d'État à la Culture, fondateur et ancien directeur du Festival d'automne de Paris, d'approuver pleinement les propositions de Ricardo Bofill pour la création d'un « Festival international d'architecture et d'urbanisme ». Le 1^{er} octobre 1974, devant les journalistes, Michel Guy s'exprime en ces termes :

J'ai décidé de lancer une action particulière en faveur de la création architecturale. J'ai demandé à M. Bofill d'animer une association dont l'objet sera de me faire des propositions pour contribuer à élever le niveau de la qualité architecturale en ce pays. Cette institution sera donc, d'abord, un centre permanent de réflexion

3. « Idées pour définir une politique d'architecture et d'urbanisme dans l'optique et selon les possibilités du secrétariat d'État à la Culture », document de 6 pages (non paginé) daté du 14 septembre 1974 et signé par Ricardo Bofill – Taller de Arquitectura ; AN 5AG3 – 2296.

4. *Idem*.

sur la création architecturale où seront associés les grands architectes d'autres pays. À court terme, elle va être chargée, parmi d'autres missions, d'organiser à Paris pour l'automne 1975 un grand festival international d'architecture et d'urbanisme qui doit être pour l'architecture mondiale ce qu'est le Festival de Cannes pour le cinéma⁵.

Tandis que s'amorcent de nouvelles orientations pour l'avenir du quartier des Halles de Paris, associant notamment Émile Aillaud, Ricardo Bofill et Bernard de la Tour d'Auvergne, les ambitions d'une politique architecturale d'envergure nationale et internationale se dessinent ainsi. Mais à travers le projet institutionnel lui-même, avec ses instituts de recherche, ses centres spécialisés et ses organismes divers, il faut examiner ce que recouvre véritablement l'ambition giscardienne pour l'aménagement de l'espace. Il revient donc à l'analyse de saisir ce qui motive cette nouvelle volonté de réadaptation des réflexes de transformation du cadre de vie. Évidemment libérale, la politique engagée par le successeur de Georges Pompidou s'affiche ouvertement pour un urbanisme d'intégration, un urbanisme qui vise à rendre au domaine public de la cité une identité spatiale, sociale et démocratique que la prédominance de l'objet architectural avait laissée pour compte.

Pour les pouvoirs publics comme pour les architectes, les perspectives politiques du cadre de vie doivent donc amorcer ce tournant qualitatif dont l'urgence ne saurait être contestée. Au demeurant, le constat s'impose de lui-même : les années du gaullisme aménageur, nécessairement quantitatives, se sont éteintes avec la crise pétrolière de 1973 et la fin prématurée de l'ordre pompidolien. Le bilan est parfois difficile à établir mais une chose est sûre : la question est d'intérêt national et les dirigeants de la droite libérale se sentent le devoir de l'assumer. N'était-ce pas d'ailleurs contre l'exacerbation fonctionnaliste, la spéculation immobilière et le pouvoir sans partage des industries du bâtiment que s'élevaient en substance les arguments du candidat Giscard d'Estaing ? Ayant accédé à la magistrature suprême, ses positions de rejet se font radicales et réaffirment notamment :

Parmi les grandes réalisations de la V^e République figure le tour de force d'avoir construit sept millions cinq cent mille logements, mettant fin à la pénurie dramatique provoquée par trente ans de blocage des loyers et d'inertie gouvernementale.

En même temps, comment ne pas reconnaître dans beaucoup des ensembles nouveaux une cause profonde d'insatisfaction ? Dans ce domaine, la construction des vingt dernières années n'a pas eu, à quelques tentatives méritoires près, la politique de ses idées. On a construit, ou laissé construire, des ensembles d'inspiration collectiviste, monotones et démesurés, qui ont secrété la violence et la solitude.

Il faut aujourd'hui réserver la préférence à l'accession à la propriété sur la location, au logement individuel sur l'immeuble collectif, à la réhabilitation de

5. Michel Guy, secrétaire d'État à la Culture ; conférence de presse du 1^{er} octobre 1974 partiellement citée dans le n° 176 de *L'Architecture d'Aujourd'hui*, novembre-décembre 1974.

l'habitat ancien sur la construction neuve, à la petite ville sur la mégapole et donner un coup d'arrêt définitif au gigantisme.

Ainsi sera créé un cadre de vie à la dimension de l'homme, respectueux de l'existant, favorable à une organisation personnelle de la vie, propice au développement de la communication sociale et aux relations de voisinage⁶.

Mais il convient à nouveau d'ausculter les lignes d'un projet global pour l'aménagement de l'espace, exprimées par les premières réflexions de Ricardo Bofill. Car c'est un autre document, de dix-huit pages, que l'architecte catalan envoie à la présidence de la République et au secrétariat d'État à la Culture. En des termes parfois naïfs et utopiques sont déclinées méthodiquement toutes les phases d'analyse et de projet pour une action politique efficace sur le cadre de vie des Français. Se succèdent ainsi trois parties distinctes. La première, « La société et le territoire français », aborde des thèmes de réflexion tels que « les formules politiques mixtes », « la planification avec participation démocratique », « la nouvelle organisation sociale », « le projet collectif », « les activités fondamentales de l'individu », « le travail et le temps libre » ou encore « la qualité de la vie ». La seconde partie souligne le besoin d'un « nouveau concept de planification physique ». Elle évoque « l'organisation du territoire comme projet » et, notamment, la création, « semblable à l'ENA », d'une « École nationale de projet de la forme physique ». Enfin, la troisième partie de l'étude précise la « Politique d'une possible action » concernant successivement l'industrie, le commerce, la rénovation urbaine, le logement, Paris, les villes de province, les villages, les quartiers et le « vert urbain »⁷.

On l'aura compris, même si toutes s'accordent sur la nécessité d'une institution de prestige, les réflexions proposées par Ricardo Bofill sont plus proches des réalités professionnelles que les suggestions émises par les services de Jean Musy au secrétariat d'État à la Culture. Car ici, l'articulation est évidente qui consiste à rapprocher l'ambition d'une politique nationale pour la qualité architecturale et la vision toute personnelle d'un projet d'envergure nationale pour l'aménagement du quartier des Halles. Un mois après la publication de l'entretien du président de la République dans *Le Point* – interview intitulée « Changeons la ville » –, Pierre Richard reçoit de Ricardo Bofill une lettre accompagnée d'une étude de faisabilité complète pour un « Centre de recherche en urbanisme » prévu en Espagne :

Cher ami,

Je t'envoie la note pour l'Institut de la forme urbaine qu'on entend réaliser en Espagne. Il a été pensé dans la mesure de nos possibilités en tant « qu'opposition » dans mon pays. Je te l'envoie tel quel.

Une création de cet ordre en France pourrait être beaucoup plus ambitieuse parce que, dans certains domaines, vous avez des individus de beaucoup plus

6. V. Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976 ; pp.84-85.

7. Document paginé de 18 pages daté du 20 novembre 1974, attribué à Ricardo Bofill – Taller de Arquitectura ; AN 5AG3 – 2296.

grande valeur. Mais j'espère que vous prendrez aussi une initiative de ce type, ainsi nous pourrions établir des contacts entre notre petit Institut et votre Grande école.

En tout cas il s'agit de « changer la ville », et pour cela il faut une formation spécifique dans le domaine de la forme. Il ne faut pas oublier que les villes ont été inventées dans le bassin méditerranéen et que là est la raison pour laquelle les grands architectes dans l'Histoire étaient des Latins.

J'espère que tu n'oublies pas les Halles et qu'après toute cette expérience passée, il faut sortir un architecte en chef avec l'autorité suffisante pour pouvoir défendre le projet en tant qu'œuvre d'art. Ceci ne veut pas dire qu'on ne puisse pas faire un travail collectif, en équipe, pas seulement avec des architectes mais aussi avec des artistes de tout ordre si les responsabilités sont bien définies. J'espère voir le président de la République pour concevoir et réaliser un grand projet pour les Halles. Très amicalement⁸.

Le « vert urbain » proposé par l'architecte pour le centre de Paris n'est pas seulement une des composantes de cet « urbanisme à la française » dont le Président se fait l'ardent promoteur. C'est aussi l'expression monarchique d'un projet qui milite pour le retour de la nature dans la cité et du bien-être dans la vie quotidienne des citoyens. C'est enfin l'ambition d'une vision personnelle qui doit s'imprimer dans le temps non plus par la trace monumentale d'un édifice public, mais bien par la trace monumentale d'un espace public ; non plus par la construction d'un « plein architectural » (l'objet), mais bien par la construction d'un « vide architectural » (le jardin). À deux pas, le 31 janvier 1977, l'inauguration du centre Georges Pompidou est là comme pour marquer cette opposition entre deux conceptions « à la française » de représentation du pouvoir par l'architecture.

Pour Ricardo Bofill, les stratégies d'investigation s'opèrent sur plusieurs fronts. Elles s'introduisent jusqu'au sommet du pouvoir et se matérialisent concrètement par l'autorité qu'il obtient sur l'ensemble de l'aménagement des Halles. Mais d'investissement en matière de promotion de l'architecture, d'enseignement et de recherche, en matière de nouvelles institutions et de manifestations d'envergure à propos d'architecture, il n'y aura point. Car si les points de vue de l'architecte et du Président s'accordent sur l'essentiel, la nouvelle politique du cadre de vie que Valéry Giscard d'Estaing veut pour la France n'en reste pas moins, pour Ricardo Bofill, un moyen d'accéder à la commande publique la plus importante du septennat.

8. Lettre adressée à Monsieur Pierre Richard, datée du 9 mai 1975 et signée par Ricardo Bofill, accompagnée d'un document de 14 pages intitulé « Centre de recherche de l'urbanisme » ; AN 5AG3 - 2296.

Giscardisme et post-modernité architecturale

À travers les convoitises de l'architecte catalan, on retrouve donc une fois de plus les deux entités physiques qui, à l'intérieur et à l'extérieur de la capitale, marquent la succession des orientations politiques de l'aménagement de l'espace : les Halles de Paris et les villes nouvelles de la Région parisienne. À la lumière de ce qui a été effectivement réalisé ou qui n'a pas pu se réaliser, il faut maintenant s'interroger sur ce qu'est le processus d'instauration d'une stylistique officielle, à dominante presque idéologique, imposée par le président Giscard d'Estaing – quoiqu'il s'en défende – à la production architecturale.

On le sait, le troisième président de la V^e République a la profonde conviction qu'il est de son devoir, ayant accédé aux fonctions suprêmes, de guider les Français vers une autre idée de la modernité. En cela, il entame résolument un parcours de rupture avec l'action de son prédécesseur. Comme en tout autre domaine où la permanence du gaullisme pompidolien s'était jusqu'alors imposée, les préoccupations élyséennes se concentrent sur une autre vision de l'aménagement de l'espace, sur une autre conception du cadre de vie. Dans cette optique, la puissance publique doit tout faire pour empêcher le divorce entre les citoyens et l'espace de la vie quotidienne. L'État doit donc contrôler les prétentions de la création architecturale afin qu'ait lieu la nécessaire réconciliation entre l'utilisateur et les valeurs d'une culture matérielle qu'il doit pouvoir s'approprier. Tels sont les chemins d'une nouvelle vision de la politique de l'architecture ; telles sont les orientations susceptibles de renouer, au moyen des repères historiques, avec cette dimension affective qu'évoque Ricardo Bofill :

Les usagers doivent reconnaître dans les formes et les espaces certains traits familiers avec lesquels ils ont noué un rapport d'usage. Parce que, placés devant une forme entièrement nouvelle, résultat d'une technologie nouvelle, ils sont nécessairement déconcertés et la communication est coupée.

Il faut donc les amener lentement à de nouvelles situations spatio-temporelles et affectives. Quand on s'appuie sur des éléments tirés de l'Histoire et qu'on introduit, en même temps, des éléments nouveaux, l'utilisateur se trouve dans une situation connue, mais différente. [...] S'il se trouve dans un palais par exemple, dont l'espace intérieur est traité sur le mode surréaliste, parce qu'on a agrandi ou diminué les dimensions, parce qu'on a introduit certains éléments contradictoires, une sorte de magie se crée. La signification de ces éléments est changée, mais il n'y a pas une cassure totale⁹.

La particularité des circonstances s'impose car, à ce stade de l'analyse, on ne saurait faire l'économie d'une articulation essentielle qui rapproche le discours politique de la « société libérale avancée » du concept pour une autre politique de l'architecture et de l'urbanisme. Adhérer ou ne pas adhérer à ces convictions giscardo-bofilliennes, là n'est pas la question. Il s'agit bien plus de comprendre

9. R. Bofill, *L'architecture d'un homme*, Paris, Arthaud, 1978.

en quoi la situation est inédite dans le contexte français et quasiment impossible en dehors des limites hexagonales.

Cette situation, Valéry Giscard d'Estaing ne l'a certes pas créée. Elle lui vient de l'héritage immédiat d'une France de la croissance gouvernée et guidée vers le progrès par un dirigisme exacerbé. De la rue de Rivoli, durant toutes ces années, il a pu mesurer que ce choix pour la France n'était pas forcément celui des Français. Alors aujourd'hui, en matière de cadre de vie comme en toute autre, l'idéologie giscardienne se construit avec certitude¹⁰. Par le livre que publie le président de la République lui-même, *Démocratie française* – à la fois succès éditorial et événement politique sans précédent –, cette idéologie se saisit d'un état des lieux précis, en comprend l'opportunité et applique la doctrine générale pour « une société de communication et de participation » :

Ne proposer aux hommes et aux femmes de notre pays que la poursuite de leur intérêt individuel, dans l'égoïsme et l'isolement, ignorerait les aspirations les plus profondes de la société française d'aujourd'hui, et notamment celle de sa jeunesse. D'où la nécessité d'un double dépassement.

Dépassement de la quantité vers la qualité ; du niveau de vie vers le genre de vie, de la rémunération du travail vers le contenu et le sens du travail, de la croissance sauvage vers la nouvelle croissance, de la destruction de la nature vers l'écologie.

Dépassement de soi vers les autres, afin de rétablir, par l'expression, l'échange et la participation communautaire, une communication que notre société de béton et de formulaires administratifs a rompue.

[...] Rétablir la communication sociale interrompue par le gigantisme et l'anonymat contemporains sera une tâche majeure de notre société¹¹.

L'idéologie giscardienne, remarque Alain Duhamel, « c'est un jardin à la française, conçu avec mesure, dessiné avec soin, fêru d'équilibre, entêté de symétrie, de distinction et de retenue, et pourtant affamé de vastes perspectives : une certaine idée de la France dans un cadre tracé par Le Nôtre »¹². L'ambition que le chef de l'État veut pour le cadre de vie des Français s'inscrit directement dans cette orientation politique générale tracée pour la société à venir. S'agissant de la ville contemporaine, des formes construites et des espaces publics qui la composent, l'ambition s'attaque à toutes les prétentions que la modernité architecturale avait imposées. C'est que le modernisme giscardien est particulier : il est traditionnel parce qu'il prône le retour aux valeurs de l'histoire ; il est classique parce qu'il souscrit aux canons de la composition ; il est archaïque parce qu'il écarte la création contemporaine entendue comme innovation.

En vérité, le cap fixé par le président de la République accueille en France les termes d'un débat beaucoup plus large qui, par le biais d'une critique radicale

10. Voir la contribution de S. Guillaume, « Giscard d'Estaing », dans J.-F. Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1995, p. 438-443.

11. V. Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, op. cit., p. 83-84.

12. A. Duhamel, *La république giscardienne*, Paris, Grasset, 1980, p. 204.

de la modernité architecturale, s'étend jusqu'aux conditions existentielles de la modernité elle-même. Une fois n'est pas coutume, l'affrontement des doctrines internes et parfois hermétiques de la création architecturale se trouve à l'origine d'une controverse à la fois internationale et transdisciplinaire. En son centre, on l'aura deviné, se trouve le concept – il a été rapidement contesté dans ses fondements mêmes – de post-modernité¹³.

Au milieu des années soixante-dix, le terme n'existe pas et l'idée même de modernité n'a pas encore été, au regard de l'Histoire, collectivement réévaluée. Seul le milieu intellectuel de l'architecture recèle des contestations radicales en la matière. Pour les tenants d'une culture émancipée par l'histoire de l'architecture et des formes urbaines, les convictions théoriques s'élaborent en effet sur la base de l'échec du Mouvement moderne, de l'impasse du fonctionnalisme et des illusions des avant-gardes du début du siècle. En 1977 paraît aux États-Unis, sous la plume de Charles Jencks, l'analyse critique qui formule pour la première fois – quoique par une démonstration relativement confuse – l'existence d'une identité post-moderne dans la production architecturale internationale¹⁴. En 1979 paraît en France, sous la plume de Jean-François Lyotard, la réflexion philosophique qui achève de populariser – quoique par l'artifice du seul titre de l'ouvrage – l'acception globalisante et tentaculaire de la notion de post-modernité¹⁵.

Au premier rang des hypothèses de cette alternative se trouve la représentation, le langage et les images susceptibles de s'adresser directement à l'utilisateur. Dès lors, la signification revêt une importance première qui stipule que « les modes de communication architecturaux » se doivent de réhabiliter l'art, l'ornement, la métaphore et le symbole. L'historicisme apparaît ainsi comme une des orientations privilégiées du vocabulaire architectural post-moderne. Il emprunte à l'histoire de l'architecture les éléments d'une imagerie stylistique capable de communiquer un message, de provoquer la participation sensible des usagers ou de susciter ces formes d'adhésion que dénigrait si souvent le verbe d'André Malraux et que dénonçait notamment la prose de Paul Valéry :

13. Pour une généalogie de l'émergence du concept de post-modernité, voir l'analyse d'A. Lhomme, « Le schibboleth des années quatre-vingt », dans le n° 6 des *Cahiers de Philosophie*, Lille, automne 1988. Parvenue depuis la critique littéraire jusqu'aux milieux de la critique architecturale internationale, la notion de post-modernité architecturale a été introduite en 1977 par le critique américain Ch. Jencks dans son livre *The language of Post-modern architecture*. Constamment développée par lui lors des éditions successives, la théorie de Charles Jencks a stimulé un débat permanent qui, tant en Europe qu'aux États-Unis, s'est poursuivi durant toutes les années quatre-vingt. En France, il est parvenu à son point culminant lors de l'exposition de la Biennale de Venise « La presenza del passato – Prima mostra internazionale di architettura » importée à Paris en 1981 dans le cadre du Festival d'Automne, sous l'autorité de Michel Guy, et intitulée « La présence du Passé – L'après modernisme ». Pour comprendre quelques-unes des dimensions du sujet ainsi que leur résonance en dehors des milieux de l'architecture, on se reportera notamment au n° 22 des *Cahiers du Musée national d'Art moderne*, Paris, Centre Georges Pompidou, novembre 1987, au n° 6 des *Cahiers de Philosophie*, Lille, automne 1988, ainsi qu'au n° 476-477 de la revue *Critique*, janvier-février 1987.

14. Ch. Jencks, *The language of Post-modern architecture*, New-York, N.Y., Rizzoli, 1977.

15. J.-F. Lyotard, *La condition post-moderne*, Paris, Minuit, 1979.

En ce qui concerne l'architecture, il faut s'accoutumer, pour en avoir une opinion exacte et en tirer une jouissance supérieure, à distinguer les constructions dont la figure et la matière sont demeurées indépendantes l'une de l'autre, de celles où ces deux facteurs ont été rendus comme inséparables. Le public confond trop souvent les qualités véritablement architectoniques avec les effets de décors purement extérieurs. On se satisfait d'être ému, ou étonné, ou amusé par des apparences théâtrales ; et sans doute, il existe de très beaux monuments qui émerveillent les yeux quoiqu'ils soient faits d'une grossière matière, d'un noyau de concrétion revêtu d'enduits menteurs, de marbres appliqués, d'ornements rapportés. Mais, au regard de l'esprit, *ces bâtisses ne vivent pas*. Elles sont des masques, des simulacres sous lesquels se dissimule une misérable vérité.

[...] L'art n'a jamais approché de si près la logique et la grâce des êtres vivants, – j'entends, de ceux que la nature a heureusement réussis, – que dans ces œuvres admirables qui, bien différentes de celles dont la valeur se réduit à la valeur d'un décor de théâtre, supportent, et même suggèrent et imposent, le mouvement, l'examen, la réflexion. Circonstance singulière : nous ignorons entièrement les méthodes, la culture technique et théorique, les connaissances mathématiques et mécaniques de leurs grands créateurs¹⁶.

Ce n'est donc que tard au soir du septennat que s'ouvrent, dans les foyers intellectuels et les milieux professionnels avertis, les échanges les plus substantiels de ce débat. Mais il faut en convenir : les perspectives énoncées par Valéry Giscard d'Estaing pour une autre perception de la qualité architecturale ont tôt fait de lui ouvrir les portes. Car on l'a vu, les certitudes de l'idéologie giscardienne se consacrent dès l'été 1974 à la critique d'une modernité architecturale accusée d'avoir engendré les grands ensembles et commis l'irréparable dans le paysage quotidien des Français. Elles rejoignent ainsi, explicitement, les adversaires du fonctionnalisme et de la Charte d'Athènes ; elles rejoignent aussi, directement, les réformateurs de l'enseignement de l'architecture qui fustigent l'amnésie de l'effet créateur et la prétention du geste architectural.

Contre les méfaits de l'élitisme architectural, le cynisme de ses prétentions dogmatiques, l'arrogance de sa pureté volumétrique, la fierté de sa blancheur, l'insolence de ses prétentions sociales et l'omniscience de ses principes d'organisation spatiale, l'alternative véhiculée par les courants de la post-modernité architecturale trouve dans le contexte français les conditions favorables de son expression. Pour l'aménagement des Halles comme pour les réalisations en cours dans les villes nouvelles de la Région parisienne (à Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines ou Cergy-Saint-Christophe), l'omniprésence des productions de Ricardo Bofill est là pour témoigner de ce qu'ici, dans le pays de toutes les résonances stylistiques et doctrinales de l'histoire de l'architecture, les plus hautes marches du pouvoir assurent officiellement la promotion d'un idéal populaire de l'architecture placé sous le signe de la post-modernité.

De part et d'autre de l'Atlantique, la littérature polémique et critique consacrée au post-modernisme architectural ne s'est pour ainsi dire jamais aventurée en dehors des milieux intellectuels. Parfois, les analyses de la production du

16. Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Stock, 1931 ; p. 137-139.

logement se penchent à juste titre sur les retombées proprement économiques du consumérisme post-moderne : soumis aux lois du marché et aux principes communicationnels du mercantilisme contemporain, l'illusion des signes et des symboles fait du décor post-moderne le produit performant de l'industrie du bâtiment¹⁷.

Mais les recherches ne se sont guère attardées sur cette impulsion d'origine politique, précisément incarnée par la République giscardienne, qui fait de la production architecturale française – et peut-être même plus que dans tout autre pays – une chambre d'échos particulièrement sensible aux subtilités de la chose publique, aux nuances des brises et des tendances. Conséquence : à la croisée des réflexions italiennes et américaines, les préoccupations intellectuelles des architectes réformateurs sont soumises aux contradictions les moins confortables. D'un côté ils rejettent violemment le système capitaliste, le libéralisme économique et, de manière générale, la politique actuelle des pouvoirs publics. Mais de l'autre côté ils sont porteurs de considérations théoriques, de préoccupations historiques et de réflexes critiques qui n'ont jamais été aussi soutenus que par cette forme de « post-modernité giscardienne ».

Tels sont les paradoxes d'une situation « à la française » qui impose à l'analyse de souligner que l'architecture post-moderne trouve ses conditions d'émergence très tôt, dans la France des années soixante-dix, et pour les quatre raisons essentielles suivantes : parce qu'elle rencontre une volonté proprement politique affichée par les plus hautes autorités de l'État ; parce qu'elle se soumet au « despotisme irrésolu »¹⁸ du présidentialisme « à la française » ; parce qu'elle cristallise l'aspiration collective pour une certaine politique publique, démocratique, pour la qualité architecturale du cadre de vie ; enfin parce qu'elle suggère, après l'échec des grands ensembles d'habitation, l'alternative d'un projet industriel à visage humain pour la production du logement.

Le jugement de valeur sur le type même de cette production architecturale importe peu car, de fait, les réalisations de l'architecte catalan sont à la fois la manifestation tangible de cette conjonction et la formulation concrète d'une exception française en la matière.

À l'évidence, l'intensité des échanges et la richesse des réflexions que livrera la décennie suivante à propos de la post-modernité architecturale ne sauraient autoriser la présente étude à plus de développement. En revanche, il est permis de s'interroger sur les certitudes conservatrices qui, à la suite des positions défendues par Valéry Giscard d'Estaing, imposent désormais à la création architecturale comme à l'action politique un véritable devoir de réserve. De l'avis de René Rémond, « le caractère conservateur du libéralisme giscardien s'est, au fil des années, affirmé au détriment de sa face libérale : il s'est dans les dernières années du septennat montré de moins en moins avancé et de plus en plus timoré, voire

17. Cf. V. Petridou, « Un exemple d'architecture post-moderne en banlieue parisienne – les réalisations de Ricardo Bofill », n° 6 des *Cahiers de Philosophie*, *op. cit.*

18. Expression empruntée à J.-F. Revel ; voir par exemple *Le style du Général*, Paris, Julliard, 1959 ou *L'absolutisme inefficace*, Paris, Plon, 1992.

réactionnaire, ne serait-ce que par comparaison avec ses intentions initiales et même ses premières réalisations »¹⁹. En l'occurrence, le devoir de réserve de la création architecturale est tel que la reproduction des formes du passé devient le seul objectif du changement ; il est tel qu'aucune conception ne pourra plus revendiquer l'organisation des mutations à venir du cadre de vie. Or il en est de la création architecturale comme de l'action politique : sa légitimité se fonde depuis tout temps sur une quête permanente de la transformation et sa finalité, comme le souligne une fois de plus René Rémond, « est précisément de conduire le changement » :

Nous avons tous instinctivement, à quelques exceptions près, de grandes difficultés à concevoir – par défaut d'imagination – le changement : parce que nous n'imaginons pas naturellement autre chose que ce à quoi nous sommes accoutumés. Par une pente irrésistible, on identifie l'habitude au normal : de là à juger suspecte toute innovation ou à n'admettre [...] que les innovations qui ont fait leurs preuves, il n'y a qu'un pas. Déjà difficile à concevoir, le changement l'est plus encore à accueillir : il dérange, il trouble, il inquiète²⁰.

En substance, c'est le débat qui oppose traditionnellement, au sein de la direction de l'Architecture, les responsables du secteur de la création architecturale et les fonctionnaires chargés de la gestion patrimoniale. C'est aussi le débat qui oppose Alain Bacquet aux membres du cabinet de Michel Guy. L'affaire des abords de la cathédrale de Reims est certes un moment douloureux pour le directeur de l'Architecture ; mais, pour tous ceux à qui la création architecturale fait peur, cela n'est rien en comparaison avec l'erreur monumentale des abords de la cathédrale d'Amiens²¹. Finalement, ce n'est qu'un des épisodes de cette contradiction séculaire entre « vieux modernes et jeunes anciens » qui touche aussi les milieux administratifs²².

19. R. Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1985 ; p. 301.

20. R. Rémond, avant-propos à l'ouvrage de P. Sudreau, *De l'inertie politique*, Paris, Stock, 1985, p. 25.

21. À ce sujet, on lira les propos de J. Rigaud, sous-directeur général de l'UNESCO, qui s'exprime à nouveau sur la création architecturale, mais cette fois-ci dans la presse spécialisée ; *Architecture* n° 397, juin 1976 :

Une [...] chose est agaçante, c'est de voir, et la tendance actuelle des pouvoirs publics semble vouloir renforcer cela, une telle peur pour la création, que dans les quartiers anciens on se borne à faire de l'architecture ancienne, du pastiche. Lorsque l'architecture du passé a produit un ensemble harmonieux, il ne faut surtout pas y toucher. On ne réécrira pas une page de Racine ; il n'y a rien à changer au Palais Royal, ni à la place de Furstenberg ; si une maison de la rue de Rivoli s'effondre, il faudrait sans hésiter la refaire telle qu'elle était. En dehors de ces cas, l'architecture moderne a sa place dans un ensemble ancien, quartier ou rue.

[...] Je suis, au risque de me faire écharper, un fervent partisan de la fameuse maison de verre à Amiens, sur le parvis. Ce parvis est d'ailleurs à mon avis une chose monstrueuse : vous avez là un café dont la place de la gare de la dernière sous-préfecture ne voudrait pas, et c'est devant la cathédrale que l'on a fait du faux Renaissance, du faux Moyen âge, bref des immondices. Pour cela, on ne dit rien. Mais quand un architecte veut construire une maison moderne, d'architecture discrète me semble-t-il, et toute de verre, qui reflète la cathédrale, là c'est le scandale.

22. Selon l'expression de C. Béret dans « La querelle des architectes : vieux modernes et jeunes

Les batailles de Paris

Ce n'est un secret pour personne : la France vote de plus en plus à gauche. Les élections cantonales de mars 1976 constituaient déjà un premier avertissement pour la droite au pouvoir. Huit mois plus tard, les élections législatives partielles de novembre affirmaient une progression encore plus nette de l'opposition. En cette fin d'année, tandis que s'éteint l'ancien délégué à la propagande du RPF²³, les échéances municipales ouvrent une perspective politique des plus incertaines pour la coalition majoritaire. Alors que le Service d'information et de diffusion du Premier ministre publie les orientations du Gouvernement en matière de « réforme de l'architecture »²⁴, les formations politiques peaufinent l'investiture de leurs candidats. Alors que le consensus interministériel assure la sérénité du vote de la loi sur l'architecture, giscardiens et néo-gaullistes entament une campagne électorale sans merci.

S'il fallait préciser la date de lancement de la campagne parisienne pour les élections municipales des 13 et 20 mars 1977, on évoquerait certainement le vote de la loi portant réforme du statut de Paris, le 31 décembre 1975. S'il fallait analyser les forces politiques en présence dans cette « bataille de Paris »²⁵, on soulignerait volontiers l'affrontement qui déchire la majorité depuis que le 14 décembre 1974 a porté Jacques Chirac, alors Premier ministre, à la tête du parti néo-gaulliste. S'il fallait enfin se pencher sur le motif des toutes premières rivalités politiques, on préciserait évidemment la nature des enjeux contradictoires qui animent depuis l'été 1971 l'aménagement du cœur de la capitale.

On le sait, à Paris, l'avenir du secteur des Halles est le prétexte des affrontements internes de la majorité. C'est le vivier d'opposition des énergies partisans les plus farouches ; c'est le milieu d'expression des antagonismes politiques les plus affirmés. Face aux giscardiens, le mouvement néo-gaulliste fraîchement rebaptisé est en ordre de bataille pour conserver la majorité dans la capitale²⁶. Deux personnalités du gouvernement de Raymond Barre sont plus que les autres concernées par le scrutin municipal de Paris : elles ont la charge de représenter, face au RPR, le courant minoritaire du président de la République. L'une est l'actuelle secrétaire d'État à la Culture, Françoise Giroud, qui s'impatiente à l'idée d'obtenir une augmentation substantielle de son budget. L'autre est l'actuel

anciens, nouveaux « ni-ni », dans *Architecture en France, modernité post-modernité*, catalogue d'exposition, Paris, CCI - Centre Georges Pompidou - IFA, 1981.

23. Après une courte hospitalisation, André Malraux meurt le 23 novembre 1976.

24. Premier ministre, Service d'information et de diffusion (SID), plaquette de 34 pages intitulée *Réforme de l'architecture* et publiée en novembre 1976 ; sont dévoilées toutes les dimensions du projet de loi sur l'architecture qui sera voté à l'Assemblée nationale ; AN 840559 SGG/DOC 453.

25. Selon l'expression de R. Barillon, « La bataille de Paris », *Le Monde* daté du 21 janvier 1977.

26. Lors des assises extraordinaires de l'UDR réunies le 5 décembre 1976 à la Porte de Versailles, Jacques Chirac impose le renouveau du parti gaulliste qui prend désormais le nom de Rassemblement pour la République (RPR) ; l'ancien Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing en est élu président.

ministre de l'Industrie et de la Recherche, Michel d'Ornano, désigné par le chef de l'État pour conquérir la majorité au Conseil de Paris.

Il faut insister sur la présence de ces deux ministres car, au lendemain du 20 mars 1977, dans le second gouvernement de Raymond Barre, la première devra céder au second son fauteuil de la rue de Valois.

Dans l'immédiat, Michel d'Ornano achève de mettre en place le dispositif de sa campagne électorale. Il publie un ouvrage qui s'adresse aux Parisiens et qui veut exprimer, dans le langage d'une communication politique bien rodée, la nécessité d'une harmonie parfaite entre l'actuelle majorité présidentielle et la future majorité municipale. Dans l'état des lieux sévère qu'il dresse de la capitale, figurent bien sûr l'environnement et le cadre de vie. L'exercice n'est pas évident car le discours électoral doit être à la fois giscardien et paraître chiraquien, être populo-centriste et paraître « gaullo-populiste »²⁷. Mais comme ici, rarement parvient-il à éviter la surenchère démagogique :

Le site de Paris est abîmé. Un urbanisme aveugle a imprudemment multiplié les tours et les blocs compacts d'immeubles, au mépris de la mesure et des proportions de la ville. Les grands travaux et les opérations immobilières parfois intempestives ou maladroites ont rompu l'harmonie du cadre de la cité. Des quartiers entiers ont été rasés sous le prétexte d'une rénovation qui ignorait les aspirations des habitants eux-mêmes. Les chantiers ont éventré un tissu urbain particulièrement dense, cassant la trame des relations sociales en même temps qu'ils abattaient les murs et les façades. Pour guérir la ville, on l'a mutilée. Les bâtiments publics auraient dû donner l'exemple d'une certaine modération dans la conception architecturale. Ils sont parfois les plus violemment inadaptés à leur environnement.

Les Parisiens jugent que leur ville est défigurée et enlaidie. [...] Ils sont exaspérés par tant de béton et tant d'asphalte, et ils pensent que bien souvent des solutions plus raisonnables auraient dû être adoptées. En définitive, ils dressent le procès d'une civilisation urbaine qui leur paraît avoir perdu le sens de la raison et de la mesure [...].

Les parisiens veulent désormais une architecture et un urbanisme plus humains, plus proches des préoccupations pratiques de la vie quotidienne. La ville n'a pas besoin de nouvelles tours ni de vastes zones résidentielles déshumanisées. Les Parisiens préfèrent des réalisations plus modestes mais directement utiles et accessibles. Ils souhaitent des constructions et des aménagements qui ne défigurent pas leurs quartiers et qui n'en tuent pas l'originalité. Ils demandent d'abord que leur ville soit préservée²⁸.

De janvier à mars 1977, l'attention de Françoise Giroud est irrémédiablement attirée au dehors de la rue de Valois. Pendant trois mois, alors que se multiplient les urgences de son administration, les péripéties successives de la campagne électorale laissent le secrétariat d'État à la Culture dans une sorte de léthargie forcée. En plus du recrutement nécessaire d'un nouveau directeur de l'Architec-

27. Selon l'expression d'A. Duhamel, *La république giscardienne*, op. cit.

28. M. d'Ornano, *Une certaine idée de Paris*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1977 ; p. 21 et 34.

ture pour remplacer Alain Bacquet, les tâches les plus ingrates et les plus délicates se succèdent. Il y a notamment, se souvient-elle, « la désignation d'un président pour Beaubourg, l'inauguration du Centre où Valéry Giscard d'Estaing a refusé de se rendre, et il faut le convaincre de revenir sur ce refus, les incessants tumultes de l'Opéra, la misère du Louvre, la crise où s'enfonce le cinéma, l'Odéon, Chaillot, l'École des beaux-arts »²⁹.

Rue de Valois, les esprits les plus attentifs ne manqueront pas de le remarquer : une fois de plus, la dimension culturelle de l'action de l'État ne semble pas devoir bénéficier des compétences politiques les plus affirmées. Françoise Giroud le dira elle-même : la *Comédie du pouvoir* en général et la campagne électorale en particulier se sont jouées d'elle, de son personnage, de sa crédulité politique et de sa modeste fonction au sein du Gouvernement. Ce fidèle polémiste gaulliste qu'est Philippe de Saint Robert ne manquera pas, quant à lui, de souligner l'impasse giscardienne qui fait disparaître les « valeurs permanentes, profondes, de ce qui fut la civilisation française » :

Je ne veux pas dire, par exemple, qu'André Malraux soit mort de la nomination de Françoise Giroud à ce ministère de la Culture qu'il avait créé, mais la coïncidence m'apparaît comme un signe lourd de notre légèreté. Écrivant sur le jansénisme, Sainte Beuve parlait de « cette vertu singulière qui tendait à retremper les âmes, et que le caractère français n'a pas eu la force de supporter ». De Gaulle et Malraux, les contingences mises à part, c'était un peu cela en politique, c'est-à-dire une métapolitique, une tentative dramatique pour « dresser la France contre la fin d'un monde », une idée du bonheur qui passait infiniment le bonheur (ce qu'on appelle le bonheur), une dernière croyance, ou illusion, dans les valeurs du caractère et de l'âme. Cette coïncidence, en tout cas, m'a fait songer qu'entre la pensée tourmentée de Malraux et l'œcuménisme de magazine de Françoise Giroud, il y a tout ce qui sépare celui qui voulait encore construire l'homme de celle pour qui aimer l'homme se ramène à le libérer de tout ce qui pourrait le faire grand, s'il savait encore se vaincre. Malraux, lorsqu'il parlait de culture, savait la puissance créatrice de l'histoire, la métamorphose des civilisations³⁰.

Le 20 mars 1977 signe la victoire d'une gauche majoritaire dans le pays et d'une droite majoritaire à Paris. Michel d'Ornano doit s'incliner devant Jacques Chirac : le président de la République a perdu le pouvoir dans la capitale. Lui qui avait pratiquement imposé cette réforme du statut de Paris, finalement, se trouve dépossédé des perspectives qu'il avait tracées pour la France, pour Paris et pour l'empreinte qu'il veut laisser de son septennat. Le projet prestigieux qu'il espère pour le secteur des Halles de Paris est quelque peu menacé ; chacun le sait et Ricardo Bofill peut-être plus que les autres. Dans la presse, l'architecte catalan ne s'encombre d'aucun scrupule pour stigmatiser le système politique français, pour tenter de raviver la flamme élyséenne et pour mettre en cause le « second pouvoir » que représente le maire de Paris récemment élu. Août 1977 :

29. F. Giroud, *La comédie du pouvoir*, Paris, Fayard, 1977 ; p. 275-276.

30. Philippe de Saint Robert, *Les septennats interrompus*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 160-161.

la maîtrise d'ouvrage de son projet pour le cœur de Paris semble avoir perdu sa paternité régaliennne d'origine et, désormais, ne plus devoir être que bicéphale. « Si Giscard avait gagné la bataille de Paris, affirme-t-il, les Halles auraient constitué une opération de prestige giscardien : le plateau Beaubourg d'un côté, de l'autre le monument au vert »³¹.

À n'en pas douter, c'est avec une certaine circonspection que de telles prises de position sont appréciées par un maître d'ouvrage tel que l'Élysée. De la part d'Yves Cannac, l'ancien collaborateur de Jacques Chaban-Delmas devenu aujourd'hui secrétaire général adjoint de la présidence de la République, Pierre Richard reçoit la coupure de presse en question, accompagnée des quelques mots suivants :

Ton « ami » Bofill est bien intentionné, mais ses appréciations politiques sur le second pouvoir sont pour le moins superflues. Ne devrais-tu pas le calmer ?³²

Le projet définitif élaboré par l'architecte catalan est néanmoins adopté et publié en septembre 1977. Les études générales peuvent se poursuivre, la construction d'une immense centrale de climatisation peut commencer et la conception d'un nouvel auditorium peut débiter. Mais une année sera nécessaire pour que chacun puisse se rendre compte qu'entre l'État et la Ville, entre le président de la République et le maire de Paris, rien ne sera plus possible. À l'été 1978 en effet, alors que les travaux sont déjà largement engagés et que le projet de Ricardo Bofill commence à prendre forme, la présidence de la République se retire entièrement du processus de décision. Le dessein monarchique de Valéry Giscard d'Estaing ne verra pas le jour dans le quartier des Halles car un brusque changement de cap a été décidé : c'est à la limite de Paris, sur le site des anciens abattoirs de la Villette, que l'Élysée perçoit désormais l'opportunité d'un véritable « jardin à la française ». Sur un territoire de près de vingt-trois hectares, l'État construira un « musée des Sciences et de l'Industrie »³³.

Entre l'Élysée et l'Hôtel de ville de Paris, un échange au sommet a été négocié. Alain Lamassoure en a été l'un des artisans. À la suite de Pierre Richard, il vient de prendre ses fonctions à l'Élysée et son appréciation de la situation est de nature à éclairer l'analyse :

Au départ, on se situait dans une situation un peu absurde. Comme le président de la République était intervenu sur le dossier des Halles au début de son septennat, on n'osait plus toucher aux Halles sans son avis. Or les Halles étaient un

31. R. Bofill, entretien publié dans la livraison de *Sud Ouest Dimanche* du 14 août 1977.

32. Note manuscrite datée du 17 août 1977 et signée « Y.C. » jointe à la coupure de presse du *Sud Ouest Dimanche* du 14 août 1977 ; AN 5AG3 - 2297.

33. Pour une généalogie des grands projets d'architecture et d'aménagement urbain, on ne saurait que trop se référer à l'ouvrage de F. Chaslin, *Les Paris de François Mitterrand*, Paris, Gallimard / Folio actuel, 1985 ; l'analyse de l'auteur évoque notamment l'origine giscardienne de certains projets réalisés sous le règne mitterrandien ; elle évoque également ce que sont, pour la transformation des paysages parisiens, les conséquences matérielles des relations politiques conflictuelles entre l'État et la ville de Paris.

terrain qui appartenait à la ville de Paris. Par contre, à la Villette, après la faillite la Société d'économie mixte des abattoirs de la Villette, l'État était propriétaire des terrains mais il se désintéressait de l'aménagement de cet espace. La ville de Paris y avait des projets que je considérais comme minables, avec des HLM, etc.

Je me suis rendu compte que l'on ne pouvait pas y arriver, que l'on allait à la guerre sur les Halles et sur la Villette, et que l'on allait aboutir à un double désastre. Le Président a été déçu de cela mais il a compris qu'il n'y arriverait pas. Les relations avec Jacques Chirac étaient à l'époque très compliquées et Giscard avait été déçu par les dessins de jardin de Bofill. Il s'est rendu compte qu'il ne pourrait pas laisser sa marque à cet endroit-là ; c'était un combat perdu d'avance.

Le Président a accepté de ne plus se mêler du trou des Halles et la ville de Paris nous a laissés faire sur la Villette. J'ai donc convaincu et le président Giscard d'Estaing et le maire de Paris que tout le monde se porterait mieux si chacun aménageait son propre terrain³⁴.

L'opposition municipale n'y pourra rien : le partage s'est fait à l'amiable et le cœur de Paris, blessé à jamais, n'est désormais plus la préoccupation d'intérêt national qu'évoque Jack Lang, ce conseiller de Paris fraîchement élu qui vient renforcer les maigres rangs de l'opposition et dénoncer les « incohérences », le coût et « l'irresponsabilité politique » de cette « sorte de Yalta territorial »³⁵.

Le fait est assez rare pour mériter d'être mentionné : Jacques Chirac fait détruire le premier niveau des constructions et écarte définitivement Ricardo Bofill du théâtre des opérations. Mais à l'orée de cette seconde période du septennat, l'architecte officiel du régime giscardien est-il encore l'architecte personnel du président de la République ? Probablement pas, car on le verra, les temps ont changé, et les conseillers aussi...

34. Alain Lamassoure, entretien avec l'auteur du 8 octobre 1997.

35. J. Lang, « Les incohérences de l'opération des Halles », contribution au séminaire organisé à l'ENA, publiée dans le n° 106 de la revue *Promotions*, sous les auspices de l'Association des anciens élèves de l'École nationale d'administration et intitulé « L'architecture de qualité : une affaire d'État ? », s.l.n.d.